



CONFEDERATION FRANCAISE DEMOCRATIQUE DU TRAVAIL
SYNDICAT GENERAL DE L'EDUCATION NATIONALE
MIDI-PYRENEES
SECTION du TARN-et-GARONNE

Déclaration CDEN du 9 février 2021

Madame la Préfète, monsieur le Directeur, mesdames et messieurs les membres du CDEN

Cette année commence sous d'aussi tristes auspices que l'année dernière, la lassitude et l'exaspération des personnels en plus... Nous sommes en pleine crise sanitaire mais la machine est lancée, alors il faut continuer, coûte que coûte :

- Continuer une réforme du lycée et du baccalauréat à marche forcée alors que nos enfants sont lourdement impactés par les restrictions qui résultent de la crise.
- Continuer à baisser le nombre d'emplois pour accueillir toujours plus d'élèves dans le second degré. Des emplois qui risquent de toute façon de ne pas être pourvus faute d'attractivité de tous nos métiers, pas seulement ceux d'enseignant-es.
- Continuer à faire reculer le dialogue social –après la très contestée suppression des CAP (Commissions Administratives Paritaires)- en retirant des prérogatives importantes aux conseils d'administration des collèges et des lycées.
- Continuer à afficher des priorités dans le premier degré en ne donnant pas toujours les moyens de les appliquer.
- Continuer à mettre en question notre école comme dans le récent et maladroit avis du CSP sur les programmes de l'enseignement pré-élémentaire.
- Continuer à maintenir nos collègues AESH dans la pauvreté (car comment appeler autrement le fait de survivre avec moins de 700 €/mois ?)

Notre Président annonçait pourtant il y a quelques temps « notre Etat-providence, ce ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe. Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. »

Or, parmi ces biens et ses services, l'Éducation n'est-il pas le plus précieux d'entre eux ? Celui que nous devons à tous, dans un principe d'égalité ? Le socle de notre République et de ses valeurs qui nous permettent de faire Nation ?

Aussi devons-nous considérer les dépenses engagées comme des investissements indispensables à l'intérêt de tous et non comme des coûts à contenir, à ajuster, à réduire...

Rappelons que la baisse de la part des dépenses d'Éducation dans le PIB de la France depuis 20 ans équivaut à une diminution annuelle de 23 milliards d'euros.

Or, si le projet de loi de finances pour le budget 2021 - qui prévoit des moyens alloués à l'Éducation nationale en hausse de 1,6 milliard d'euros - paraît conséquent, il ne peut

s'apprécier qu'au regard des objectifs affichés, et dans une mise en perspective pluriannuelle. Et il faudrait des augmentations bien plus fortes que celle de cette année pour amorcer un rattrapage de ce qui a été perdu.

Ainsi dans le 1^{er} degré, l'équation « avec plus de postes et moins d'élèves » n'est en réalité pas si facile à résoudre car les enjeux de la carte scolaire sont centrés autour **d'un maintien de l'équilibre fragile entre ruralité, éducation prioritaire, remplacement, décharges de direction et école inclusive.**

Le Sgen-CFDT doute fortement que les moyens alloués permettent de répondre à toutes les priorités...

Lorsqu'on sait que nationalement, il faudrait 3 200 postes pour assurer les absences non remplacées et 10 000 postes pour des décharges de direction à la hauteur du projet du Sgen-CFDT, la rentrée 2021 s'annonce au final bien compliquée pour les équipes éducatives avec une dotation de seulement 2 489 ETP...

De nombreuses attentes, légitimes afin d'améliorer nos conditions de travail au quotidien ayant pour impact de viser la réussite de tous nos élèves, risquent d'être déçues : **à vouloir couvrir (ou courir) trop d'objectifs à la fois sans augmenter en conséquence les emplois ni adapter la communication médiatique ministérielle, les objectifs risquent d'être non atteints...** C'est dommageable alors que, par exemple, pour la première fois depuis 40 ans les modalités d'attribution des décharges de certaines directions d'école vont évoluer, avec à la clé une première amélioration des conditions d'exercice de directeurs et directrices.

Le Sgen-CFDT ne peut que se féliciter de ce tout petit pas. Pour autant, ces annonces faites pour 2021 sont tout à fait insuffisantes pour régler la situation. Il est maintenant nécessaire de prendre un engagement fort. Cela doit se traduire par un plan pluriannuel visant à faire des mesures 2021 (600 ETP et 450 € annuels consacrés à la direction) la première marche d'un escalier qui assure des réponses aux besoins, tant en termes de décharges que de reconnaissance financière des responsabilités qui sont les leurs. Être directrice ou directeur est aujourd'hui et encore plus pendant cette période de pandémie un métier à part entière qui demande une professionnalité et du temps pour l'exercer.

Depuis bientôt 2 ans, le gouvernement annonce une revalorisation des personnels de l'Éducation nationale. La CFDT et ses fédérations ont participé à de nombreuses réunions avec les services du ministère pour proposer des modalités de revalorisation qui permettent de reconnaître l'engagement de tous les personnels dans l'accompagnement des élèves. Force est de constater que ce qui est annoncé comme « une revalorisation sans précédent » par notre Ministre, est loin de l'être et oublie une grande partie des personnels.

Les personnels AESH et les AED doivent encore attendre pour accéder à des revenus dignes et à une amélioration de leurs conditions de travail.

Il est temps de passer à la vitesse supérieure : le Gouvernement doit s'engager par une loi de programmation pluriannuelle à mieux rémunérer ses agents, à améliorer leurs conditions de travail, à reconnaître la valeur du travail visant l'égalité et non plus seulement une reconnaissance de la valeur du travail produisant la sélection et la formation de l'élite. Sans cet engagement, le dialogue social est vain et les défections au concours, par démission... continueront d'affaiblir l'École dont notre société et sa jeunesse ont besoin.

Une autre politique est-elle possible ? Nous le pensons. Quoi qu'il en coûte.

SECTION du TARN-et-GARONNE

0 dotation pour 0 marge de manœuvre, telle est la dure réalité dans notre département à la rentrée prochaine.

Cette dotation de 0, le Tarn-et-Garonne pourrait considérer s'en sortir pas si mal que cela... Mais pour répondre aux priorités de la rentrée, on sera confrontés à la logique purement comptable d'une ouverture compensée par une fermeture en oubliant probablement le renforcement du Rased dont les enseignants ont cruellement besoin. Alors que le Tarn-et-Garonne, déjà fragile économiquement et socialement dans certaines zones, subit de plein fouet les conséquences de cette crise sanitaire. Rappelons que le taux de chômage est 1,5 points supérieur à la moyenne nationale et encore plus dans la zone d'emploi Castelsarrasin -Moissac. Avec à la clé, toutes les difficultés sociales qui impactent inévitablement nos écoles et établissements, les résultats aux évaluations CP à la rentrée 2020 sont les plus bas de l'académie, le nombre d'élèves en situation d'handicap est 1,5 points supérieur par rapport aux nationales.

Pour le Sgen-CFDT il est urgent de revenir à des pratiques de gestion centrées sur l'humain. Les personnels ont plus que jamais besoin de reconnaissance et de soutien. De moyens en temps et en postes. Car comment garder une qualité d'accueil et d'accompagnement des élèves avec moins de moyens, dans un pays en pleine crise sanitaire ? Comment relever le défi de l'égalité des chances dans ces conditions ?